

[96/1400002]

24 DECEMBRE 1996. — Arrêté royal portant exécution de l'article 57 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, notamment les articles 57 à 59;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances daté du 4 décembre 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 décembre 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que la Société nationale des Chemins de fer belges doit pouvoir imputer certaines charges sur la provision visée à l'article 57 de la loi du 20 décembre 1995 précitée avant la clôture de son exercice social 1996;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 16 décembre 1996 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3bis, § 1^{er};

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La Société nationale des Chemins de fer belges (la « S.N.C.B. ») peut utiliser la provision constituée en vertu de l'article 57, alinéa 1^{er}, de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses pour couvrir les frais liés à la mise en oeuvre de mesures prévues au Chapitre III du plan « Objectif 2005 » adopté par le conseil d'administration de la S.N.C.B. le 15 février 1996, y compris les charges financières y relatives, pour autant qu'il s'agisse de dépenses nettement circonscrites relatives à des modifications substantielles de la structure ou de l'organisation de l'entreprise et que ces dépenses conduisent à la consolidation de celle-ci au terme de la période.

Art. 2. Les affectations visées à l'article 1^{er} doivent être approuvées spécifiquement par le conseil d'administration de la S.N.C.B. Elles sont décrites dans l'annexe aux comptes annuels.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 21 décembre 1996.

Art. 4. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 décembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports,
M. DAERDEN

[96/1400002]

24 DECEMBER 1996. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 57 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, inzonderheid op de artikelen 57 tot 59;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 4 december 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 9 december 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid wegens de omstandigheid dat de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen voor de afsluiting van haar boekjaar 1996 bepaalde kosten moet kunnen aanrekenen op de voorziening bedoeld in artikel 57 van voornoemde wet van 20 december 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 december 1996 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3bis, § 1;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen (de « N.M.B.S. ») kan de voorziening aangelegd krachtens artikel 57, eerste lid, van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, aanwenden tot dekking van de kosten verbonden aan de uitvoering van maatregelen voorzien in Hoofdstuk III van het plan « Objectief 2005 », goedgekeurd door de raad van bestuur van de N.M.B.S. op 15 februari 1996, met inbegrip van de betreffende financiële kosten, voor zover het gaat om welbepaalde kosten die verband houden met ingrijpende wijzigingen in de structuur of de organisatie van de onderneming, en die kosten strekken tot de consolidatie van deze laatste tegen het einde van de periode.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde toepassingen dienen specifiek te worden goedgekeurd door de raad van bestuur van de N.M.B.S. Zij worden beschreven in de toelichting bij de jaarrekening.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 21 december 1996.

Art. 4. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 december 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

**MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE**

N. 97 — 105

IC - 96/11347

10 NOVEMBRE 1996. — Arrêté royal concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources par voie d'étiquetage et d'informations uniformes relatives aux produits

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, notamment les articles 14, § 1^{er}, a), et 83, § 1^{er}, 1^o;

**MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW**

F. 97 — 105

IC - 96/11347

10 NOVEMBER 1996. — Koninklijk besluit betreffende de vermelding van het energieverbruik en het verbruik van andere hulpbronnen op de etikettering en in de standaard-productinformatie van huishoudelijke apparaten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 juli 1991 op de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, inzonderheid op artikelen 14, § 1, a) en 83, § 1, 1^o;

Vu la directive 92/75/CEE du Conseil des Communautés européennes du 22 septembre 1992 concernant l'indication de la consommation des appareils domestiques en énergie et en autres ressources, et d'informations uniformes relatives aux produits;

Vu l'avis du Conseil de la Consommation, rendu le 29 juin 1995;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Classes moyennes, rendu le 13 juillet 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu de comprendre par :

1° distributeur : toute personne qui vend, loue, offre en location-vente ou expose des appareils domestiques à destination de l'utilisateur final;

2° fournisseur : le fabricant ou son représentant agréé dans la Communauté européenne ou la personne qui introduit le produit sur le marché de la Communauté européenne;

3° fiche : un tableau d'information uniformisé relatif à l'appareil en question;

4° autres ressources essentielles : l'eau, les produits chimiques ou toute autre substance consommés par un appareil au cours d'une utilisation normale;

5° renseignements complémentaires : les autres renseignements relatifs au rendement d'un appareil qui concernent, ou aident à évaluer, sa consommation en énergie ou en autres ressources essentielles;

Art. 2. Le présent arrêté s'applique aux types d'appareils domestiques suivants, dénommés ci-après appareils, même lorsque ceux-ci sont vendus à des fins non domestiques :

1° réfrigérateurs, congélateurs et appareils combinés;

2° machines à laver le linge, sèche-linge et appareils combinés;

3° machines à laver la vaisselle;

4° fours;

5° appareils de production d'eau chaude et appareils de stockage d'eau chaude;

6° sources lumineuses;

7° appareils de conditionnement d'air.

Le présent arrêté ne s'applique pas à la plaquette de puissance, ou son équivalent, apposée pour des motifs de sécurité sur les appareils domestiques.

Art. 3. § 1^{er}. Afin de permettre à l'utilisateur de choisir les appareils ayant un meilleur rendement énergétique, des informations sur la consommation en énergie électrique et en autres formes d'énergie ainsi qu'en autres ressources essentielles sont portées à sa connaissance au moyen d'une fiche et d'une étiquette relatives aux appareils domestiques mis sur le marché ou exposés à destination de l'utilisateur final.

§ 2. La documentation technique doit être suffisante pour permettre d'évaluer l'exactitude des informations figurant sur l'étiquette et sur la fiche. Elle comprend :

1° une description générale du produit permettant de l'identifier de manière univoque;

2° les résultats des calculs de conception effectués, s'ils s'avèrent utiles;

3° les rapports d'essais, s'ils sont disponibles, y compris ceux effectués par des organismes notifiés compétents, tels que ceux définis aux termes d'autres réglementations transposant des directives européennes;

4° lorsque les chiffres dérivent de ceux qui sont obtenus pour des modèles similaires, les mêmes informations afférentes à ces derniers;

Le fournisseur met cette documentation à disposition, aux fins de contrôle, pendant une période prenant fin cinq ans après la fabrication du dernier produit du type considéré.

Art. 4. Pour chacun des appareils visés à l'article 2, les ministres qui ont respectivement les Affaires économiques et les Classes moyennes dans leurs attributions fixent la date à laquelle le présent arrêté y est applicable ainsi que les modalités concernant la fiche, l'étiquette et la documentation technique.

Ces arrêtés ministériels comprennent :

1° la définition exacte du type d'appareil concerné;

2° les normes et les méthodes de mesure à appliquer pour obtenir les informations visées à l'article 3, § 1^{er};

3° les précisions relatives à la documentation technique exigée en vertu de l'article 3, § 2;

Gelet op de richtlijn 92/75/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen, van 22 september 1992 betreffende de vermelding van het energieverbruik en het verbruik van andere hulpbronnen op de etikettering en in de standaard-productinformatie van huishoudelijke apparaten.

Gelet op het advies van de Raad voor het Verbruik, gegeven op 29 juni 1995;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Middenstand, gegeven op 13 juli 1995;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° distributeur : elke persoon die huishoudelijke apparaten aan eindgebruikers verkoopt, verhuurt, in huurkoop aanbiedt of voor hen uitstalt;

2° leverancier : de fabrikant of zijn officiële vertegenwoordiger in de Europese Gemeenschap, of de persoon die het product op de Gemeenschapsmarkt brengt;

3° kaart : een gestandaardiseerde lijst van informatie over het apparaat in kwestie;

4° andere belangrijke hulpbronnen : water, chemische stoffen en alles wat een apparaat bij normaal gebruik voorts verbruikt;

5° aanvullende informatie : andere informatie over de prestaties van een apparaat, die verband houdt met het energieverbruik van het apparaat of het verbruik van andere belangrijke hulpbronnen, of die nuttig is om zulks te evalueren.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op de volgende soorten huishoudelijke apparaten, ook als deze niet voor huishoudelijke doeleinden worden verkocht :

1° koelkasten, diepvriezers en combinaties daarvan;

2° wasmachines, droogtrommels en combinaties daarvan;

3° vaatwasmachines;

4° ovens;

5° warmwaterapparatuur en opslagapparaten;

6° verlichtingsbronnen;

7° klimaatregelingsapparaten.

Dit besluit is niet van toepassing op het plaatje waarop het vermogen is aangeduid of het equivalent daarvan, dat met het oog op de veiligheid op deze apparaten werd aangebracht.

Art. 3. § 1. Teneinde de gebruiker toe te laten om voor op energiebesparende apparaten te kiezen, wordt informatie over het verbruik van elektrische energie, van andere vormen van energie en van andere belangrijke hulpbronnen onder zijn aandacht gebracht door middel van een kaart en een etiket dat betrekking heeft op huishoudelijke apparaten die op de markt worden gebracht, dan wel voor hem uitgestald.

§ 2. De leverancier stelt technische documentatie samen, die toereikend moet zijn om te controleren of de informatie op het etiket en de kaart juist is. Deze bevat :

1° een algemene beschrijving van het product die een ondubbelzinnige interpretatie van het product mogelijk maakt;

2° indien zinvol, de resultaten van uitgevoerde ontwerpberekeningen;

3° testrapporten, indien beschikbaar, met inbegrip van die welke door de desbetreffende aangemelde instanties - zoals gedefinieerd in andere reglementeringen die Europese richtlijnen omzetten - zijn opgesteld;

4° dezelfde informatie voor soortgelijke modellen, indien waarden zijn afgeleid van de voor die modellen verkregen waarden.

De leverancier houdt deze documentatie beschikbaar voor inspectiedoeleinden gedurende een periode van vijf jaar nadat het laatste product van het type in kwestie is vervaardigd.

Art. 4. Voor elk van de in artikel 2 bedoelde apparaten bepalen de minister bevoegd voor Economische Zaken en de Minister bevoegd voor Middenstand de dag waarop dit besluit erop van toepassing wordt evenals de bijzonderheden met betrekking tot de kaart, het etiket en de technische documentatie.

Deze ministeriële besluiten bevatten :

1° de exacte omschrijving van de betrokken soort van apparaat;

2° de meetnormen en -methoden die moeten worden gebruikt bij het verkrijgen van de in artikel 3, § 1, bedoelde informatie;

3° de bijzonderheden van de uit hoofde van artikel 3, § 2, vereiste technische documentatie;

4° le modèle de l'étiquette visée à l'article 3, § 1^{er};

5° l'endroit où l'étiquette doit être apposée sur l'appareil; si nécessaire, ils peuvent prévoir que l'étiquette sera apposée ou imprimée sur l'emballage;

6° le contenu de la fiche et, si nécessaire, le format ainsi que d'autres précisions relatives à la fiche ou des informations complémentaires prévues à l'article 5, alinéa 2. Les informations figurant sur l'étiquette sont également incluses dans la fiche;

7° les informations à fournir dans le cas d'offres à la vente couvertes par l'article 7, ainsi que la façon dont elles doivent être fournies.

Art. 5. Tous les fournisseurs qui mettent sur le marché les appareils domestiques visés dans un arrêté ministériel pris conformément à l'article 4 fournissent des étiquettes conformément au présent arrêté. Les étiquettes utilisées doivent satisfaire, à tous égards, aux dispositions du présent arrêté et des arrêtés ministériels pris conformément à l'article 4.

Outre les étiquettes, les fournisseurs fournissent des fiches d'information sur le produit. Ces fiches sont incluses dans toutes les brochures relatives au produit, ou lorsque le fournisseur ne fournit pas de brochures, dans un autre document fourni avec l'appareil par le fournisseur. Les fiches utilisées doivent satisfaire, à tous égards, aux dispositions du présent arrêté et des arrêtés ministériels pris conformément à l'article 4.

Les fournisseurs sont responsables de l'exactitude des informations figurant sur les étiquettes et les fiches qu'ils fournissent.

Le fournisseur est supposé avoir marqué son accord pour la publication des informations figurant sur l'étiquette ou la fiche.

Art. 6. En matière d'étiquetage et d'information relative au produit, les dispositions suivantes s'appliquent:

a) chaque fois qu'un appareil visé dans un arrêté ministériel pris conformément à l'article 4 est exposé, les distributeurs apposent une étiquette appropriée à l'emplacement bien visible prévu dans l'arrêté ministériel correspondant et dans la langue appropriée;

b) le fournisseur fournit gratuitement aux distributeurs visés au point a) les étiquettes nécessaires. Les fournisseurs choisissent librement leur propre système de livraison des étiquettes. Toutefois, lorsqu'un distributeur envoie une demande d'étiquettes, ils doivent veiller à ce que les étiquettes demandées soient livrées dans les trois jours ouvrables de la demande du distributeur.

Art. 7. Lors de la mise sur le marché des appareils visés à l'article 2, effectuée au moyen d'une technique de communication à distance, les informations essentielles figurant sur l'étiquette ou sur la fiche doivent être communiquées au consommateur conformément à l'article 79, § 1^{er} de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur, dès que l'offre est formulée.

Les ministres qui ont respectivement les Affaires économiques et les Classes moyennes dans leurs attributions déterminent pour chaque type d'appareil quelles sont ces informations essentielles.

Art. 8. Il est interdit d'apposer des étiquettes, marques, symboles ou inscriptions relatifs à la consommation énergétique, autres que ceux qui satisfont au présent arrêté et aux arrêtés ministériels pris conformément à l'article 4, s'ils risquent d'induire en erreur ou de créer une confusion.

Cette interdiction ne s'applique pas aux systèmes de labels écologiques communautaires ou nationaux.

Art. 9. Il n'y a aucune obligation de pouvoir d'étiquettes ou de fiches les modèles d'appareils dont la production a cessé avant le jour visé à l'article 4, alinéa 1^{er}, ni les appareils d'occasion.

Art. 10. L'arrêté royal du 29 juin 1981 concernant l'information sur la consommation d'énergie des appareils domestiques par voie d'étiquetage est abrogé, sauf pour l'application de l'arrêté royal du 21 décembre 1982 portant application aux fours électriques à rayonnement calorifique.

Art. 11. Notre Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1996.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

4° het model van het in artikel 3, § 1, bedoelde etiket;

5° de plaats waar het etiket op het apparaat moet worden aangebracht; zo nodig kan worden bepaald dat het etiket op de verpakking moet worden aangebracht of afgedrukt;

6° de inhoud en, zo nodig, het formaat en andere bijzonderheden betreffende de kaart of nadere informatie als aangegeven in artikel 5, tweede lid. De op het etiket gegeven informatie moet eveneens op de kaart vermeld worden;

7° de informatie die moet worden verstrekt wanneer het apparaat op een van de wijzen, zoals in artikel 7 aangegeven, te koop wordt aangeboden, en de wijze waarop die informatie moet worden verstrekt.

Art. 5. Alle leveranciers die in een overeenkomstig artikel 4 genomen ministerieel besluit gespecificeerde huishoudelijke apparaten in de handel brengen, verstrekken overeenkomstig dit besluit etiketten. De gebruikte etiketten dienen in alle opzichten te voldoen aan dit besluit en aan de overeenkomstig artikel 4 genomen ministeriële besluiten.

Naast de etiketten verstrekken de leveranciers kaarten met productinformatie. Deze kaarten worden opgenomen in alle brochures over het product. Indien door de leverancier geen brochures worden verstrekt, voegt hij de kaarten bij de andere schriftelijke informatie die met het apparaat wordt verstrekt. De gebruikte kaarten dienen in alle opzichten te voldoen aan dit besluit en aan de overeenkomstig artikel 4 genomen ministeriële besluiten.

De leveranciers zijn verantwoordelijk voor de juistheid van de door hen verstrekte etiketten en kaarten.

De leverancier wordt geacht zijn toestemming te hebben gegeven voor de bekendmaking van de informatie op het etiket of de kaart.

Art. 6. Voor etikettering en productinformatie gelden de volgende bepalingen :

a) wanneer een apparaat, dat valt onder een overeenkomstig artikel 4 genomen ministerieel besluit, wordt uitgesteld, bevestigen de handelaren een passend etiket op de in het desbetreffend ministerieel besluit gespecificeerde, duidelijk zichtbare plaats en in de gepaste taal;

b) de leverancier verstrekt de onder a) bedoelde handelaren gratis de nodige etiketten. De leveranciers kunnen zelf bepalen volgens welk systeem zij de etiketten leveren. Indien een distributeur etiketten aanvraagt, moeten de leveranciers er echter voor zorgen dat de aanvraagde etiketten binnen de drie werkdagen van het verzoek van de distributeur worden geleverd.

Art. 7. Wanneer de apparaten bedoeld bij artikel 2 op de markt worden gebracht volgens de communicatietechniek op afstand, moet de essentiële informatie die op het etiket of op de kaart wordt vermeld overeenkomstig artikel 79, § 1 van de wet van 14 juli 1991 op de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument, aan de consument worden meegedeeld, van zodra het aanbod formuleerd wordt.

De minister bevoegd voor Economische Zaken en de minister bevoegd voor Middenstand bepalen voor ieder type toestel welke deze essentiële informatie is.

Art. 8. Het is verboden etiketten, merktekens, symbolen of opschriften met betrekking tot het energieverbruik aan te brengen, andere dan die welke voldoen aan dit besluit en aan de overeenkomst artikel 4 genomen ministeriële besluiten, indien dit kan leiden tot misleiding of verwarring.

Dit verbod is niet van toepassing op communautaire of nationale voorschriften inzake milieukeuren.

Art. 9. Er is geen verplichting tot etikettering of tot het verstrekken van kaarten voor modellen van apparaten waarvan de productie werd stopgezet voor de in artikel 4, eerste lid, bedoelde dag, en evenmin voor tweedehandse apparaten.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 29 juni 1981 betreffende de informatie, door middel van etikettering, over het energieverbruik van in de huishouding gebruikte apparaten wordt opgeheven, behalve voor de toepassing van het koninklijk besluit van 21 december 1982 houdende toepassing op de elektrische ovens met warmtestraling.

Art. 11. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1996.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN